

COMMUNIQUE
7 novembre 2011

De l'austérité, encore de l'austérité, toujours de l'austérité !

Le G20 n'a évidemment rien réglé, les gouvernements et les institutions européennes persèverent dans leur politique d'austérité en soumettant les peuples aux diktats des marchés financiers.

Après des décennies d'appauvrissement des Etats à coups de cadeaux fiscaux aux classes aisées et aux multinationales, après des décennies de dérèglementation financière extorquant toujours plus les richesses produites par les salarié-es, après des décennies de mise à bas des droits sociaux, la crise s'est installée et les politiques des gouvernements européens alimentent la spirale récessive.

Afin de satisfaire les marchés financiers, le ton volontairement alarmiste de M. Fillon ne vise qu'à dissimuler la véritable teneur de ce deuxième plan d'austérité en deux mois, c'est-à-dire faire payer la crise à la majorité de la population, sans prendre des mesures structurelles.

L'injustice sociale envers les classes populaires s'accroît : économie sur les dépenses de santé, relèvement du taux de TVA à 7%, hors produits dits de première nécessité, non prise en compte de l'inflation pour l'établissement des barèmes de l'impôt sur le revenu, des prestations familiales et des aides au logement, avancement à 2017 du relèvement de l'âge légal de la retraite à 62 ans.

La sauvegarde des intérêts des classes dominantes continue : mini taxation provisoire sur les grandes entreprises, absence de mesures fortes de taxation du capital, d'abrogation massive des niches fiscales ou encore de lutte contre la fraude fiscale.

Ce deuxième plan d'austérité risque de ne pas être le dernier. Or, une autre politique est possible en récupérant les recettes perdues, de plusieurs dizaines de milliards d'euros, du fait des contre-réformes fiscales successives réalisées au profit des plus riches et du patronat. Un autre partage des richesses est possible en changeant la répartition entre salaires et profits et en instaurant une réforme fiscale radicale sur les revenus et les patrimoines. Sortir de l'emprise des marchés est possible en permettant aux banques centrales de financer directement les Etats, à des taux quasi nul.

L'union syndicale Solidaires appelle à la construction de mobilisations d'ampleur, pour refuser dès maintenant la spirale infernale de l'austérité. L'union syndicale Solidaires a fait des propositions en ce sens aux autres organisations syndicales.

Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org	www.solidaires.org
--	-------------------------------	---------------------------